

Discours de Nicolas Sarkozy, Ministre d'Etat,
Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Plateau de Saclay – École Supélec – le 18 janvier 2007

Monsieur le directeur,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Mesdames et messieurs les maires,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais commencer par vous faire part de mon enthousiasme, parce que je fais aujourd'hui ce que je souhaitais depuis longtemps : visiter le plus extraordinaire rassemblement de chercheurs, d'universitaires et d'ingénieurs en Europe. C'est Christian BLANC, qu'il en soit remercié, qui est venu dans mon bureau un jour de printemps 2004, au ministère des Finances, me raconter le plateau de Saclay, et poser devant moi ce paradoxe : comment un endroit d'une telle richesse scientifique n'apparaît-il pas sur la carte mondiale des grands campus scientifiques, à côté de Boston, Oxford, San Francisco ou Bangalore ?

C'est une erreur de croire qu'Internet et les vols low-cost ont aboli les distances et ouvert l'ère des campus virtuels qui sont partout et nulle part. Il n'est nul besoin d'être ministre de l'aménagement du

territoire pour observer comme l'excellence scientifique et l'innovation se concentrent en quelques points du monde et comprendre que les territoires, en 2007, comptent encore. Les technologies de l'information permettant de s'affranchir des distances et des délais. Mais pour concevoir et financer des projets communs, pour partager des technologies et des procédés sensibles, il ne suffit pas de pouvoir échanger des données. Il faut établir des liens de confiance et connaître ses partenaires. Pour cela, la proximité physique est irremplaçable. Pourquoi certaines entreprises sont-elles prêtes à supporter des coûts supérieurs pour s'implanter dans la baie de San Francisco, le centre de Londres ou près du MIT à Boston? Parce que lorsque les idées bouillonnent et que les compétences se rassemblent sur un territoire, c'est là qu'il faut être, quel qu'en soit le coût, quelles qu'en soient les contraintes.

Je veux que l'endroit où nous sommes aujourd'hui deviennent l'un de ceux où une entreprise est prête à dépenser une fortune pour s'installer, l'un de ceux dont rêvent les étudiants du monde entier, l'un de ces lieux qui sont en eux-mêmes une référence sur un CV. Je crois que ce pôle universitaire de renommée mondiale que l'Europe recherche, est en devenir ici même. Le problème, c'est qu'il est en devenir depuis 30 ans et qu'il risque de le rester encore longtemps si la communauté scientifique du plateau de Saclay, les élus du plateau de Saclay, et le Gouvernement ne prennent pas les choses en main au nom d'une vision partagée.

Nous avons ici dans un rayon de 10 kilomètres : les universités de Paris XI et Versailles Saint-Quentin, l'École Polytechnique, le Commissariat à l'Énergie Atomique, l'Institut des Hautes Études Scientifiques, l'Office national d'Études et de Recherches Aérospatiales, l'Institut national de recherche en Informatique et en Automatique, HEC, l'Institut d'Optique, l'École Centrale, les centres de recherche de Renault, Microsoft, Danone et Thalès, le Synchrotron Soleil. Je ne compte pas un peu plus loin l'École Normale Supérieure de Cachan et le génopôle d'Evry et je n'oublie pas rassurez-vous, l'École Supérieure d'Électricité qui m'accueille aujourd'hui. 25 000 étudiants, 12 000 chercheurs publics. C'est une concentration absolument unique en Europe.

La masse critique est là, mais la réaction en chaîne n'a pas eu lieu. Aux États-Unis, dans les grands clusters scientifiques, il se crée une entreprise par an pour 100 chercheurs. À ce compte, il devrait se créer entre 150 et 200 entreprises innovantes par an sur ce territoire. Nous sommes à dix fois moins. Et en termes d'image internationale, l'excellence universitaire française continue à s'identifier à la Sorbonne plus qu'à l'endroit où nous sommes réunis aujourd'hui. C'est tout à l'honneur du cahnoine Robert de Sorbon et de Saint Thomas d'Aquin, mais c'est dommage pour un communauté scientifique comme celle qui travaille et étudie ici.

C'est un drame pour la France de disposer d'un vaste campus scientifique de niveau mondial, et d'être incapable d'en imposer l'existence, et même l'excellence, à l'esprit des chercheurs, des étudiants, et des entrepreneurs du monde entier.

Nous avons pourtant fait les premiers pas ces dernières années. Il y a d'abord eu, sur ton inspiration, Christian, la création des pôles de compétitivité que j'ai lancés d'abord en tant que ministre de l'économie et dont j'ai ensuite suivi la mise en place comme ministre de l'aménagement du territoire. Ici même, les pôles "System@tic" et "Médicène Santé" fédèrent les entreprises, les laboratoires et les centres de formation. Le pacte pour la Recherche, a mis sur les rails les réseaux thématiques de recherche avancée et des pôles de recherche et d'enseignement supérieur. Ces structures ont rapproché les écoles, les universités et les organismes de recherche, mais toujours dans une perspective thématique précise et directement scientifique. Il manque encore une association générale de la communauté scientifique du plateau de Saclay, y compris la recherche industrielle et les PME, pour fonder une stratégie d'attractivité et d'innovation à l'échelle de l'ensemble de ce territoire. C'est pourtant vital car ce n'est que sur cette stratégie de développement de la science et de l'innovation que nous pourrions fonder un projet d'aménagement, avec les transports appropriés, et sans doute un lieu de vie et d'échanges commun où logeraient et se croiseraient étudiants, chercheurs, enseignants de toutes les disciplines, de toutes les institutions et de toutes les nationalités.

S'il y a bien un projet d'aménagement dont la France a besoin, c'est de celui-là. Ce doit être l'un des grands projets structurants du prochain mandat présidentiel. Il faut créer la locomotive de l'excellence scientifique du pays, qui tirera l'ensemble de sa réputation et de son attractivité vers le haut. Je souligne qu'en aucun cas un tel projet ne doit sacrifier l'environnement verdoyant qui fait le charme et la particularité de ce morceau d'Île-de-France. Le bétonnage n'a jamais attiré personne, alors que la haute qualité environnementale sera en elle-même une vitrine technologique dans un domaine d'avenir.

Si je suis ici aujourd'hui, c'est pour vous dire et dire aux Français que nous pouvons avoir des projets tels que celui-ci, que nous pouvons avoir des ambitions, que nous pouvons être maîtres de notre avenir parce que nous en avons les moyens. Parce que nous avons derrière nous la tradition scientifique de Descartes, Galois, Carnot, Pasteur et Poincaré. Parce que nous avons la démographie la plus dynamique d'Europe, les infrastructures les plus performantes, une culture vivante et originale. Parce que nous avons une jeunesse entreprenante et bien formée, et que nous pouvons la rendre encore plus entreprenante et encore mieux formée.

J'ai voulu m'adresser à vous aujourd'hui parce que c'est à vous qu'il reviendra de maintenir notre pays à la frontière de la connaissance humaine, à la pointe de la science mondiale, et que vous

êtes les premiers concernés par les signes avant-coureurs d'un décrochage de la France en ce domaine. Notre part dans les publications scientifiques régresse, et celles qui restent sont moins citées que la moyenne. La part de la France dans les dépôts de brevets mondiaux a baissé de 15 % en dix ans. Avec une régularité de métronome, les classements internationaux et les rapports s'accumulent depuis plusieurs années pour alerter sur l'érosion de nos performances scientifiques et sur l'urgence d'y porter remède. Le constat est connu et rebattu. Il se résume à un triple déficit qui doit être comblé sans plus attendre si nous voulons rester dans la course des meilleurs standards internationaux. Un déficit d'investissement, particulièrement flagrant dans l'enseignement supérieur et les universités en particulier. Un déficit d'évaluation puisque l'attribution des financements reste largement dominée par une logique de reconduction des moyens et que les financements sur projets restent marginaux. Un déficit de réformes avec des universités qui n'ont toujours pas l'autonomie réelle et qui demeurent à la périphérie de notre effort de recherche, ce qui les empêche de rivaliser à armes égales avec leurs homologues des autres pays développés.

Je ne peux m'empêcher de penser que nous payons aussi le sort que nous réservons à nos jeunes chercheurs, mal payés, en mal de débouchés, ou recrutés dans des laboratoires sans moyens de travailler. Comment ne pas ressentir d'indignation devant le contraste entre le sort

qui leur est fait dans certaines de nos universités et outre-Atlantique, outre-Manche ou même outre-Rhin ?

Et pourtant le financement public de la recherche en France est le plus élevé de l'OCDE avec celui des États-Unis. La vraie question, c'est donc d'abord le mode d'emploi de ces moyens publics. On les attribue en France à des structures, qui par définition mettent des années à évoluer, au lieu de les verser à des projets. Cela stérilise à l'infini des financements qui manquent aux jeunes chercheurs, aux idées nouvelles, aux actions innovantes. Je vous propose un grand renversement de cette logique. Je vous propose de ne financer que les projets qui font preuve de leur excellence scientifique, mais de les financer abondamment et sur une durée suffisante pour porter leurs fruits.

Le Gouvernement a fait ces dernières années un premier pas vers cette logique, avec la création de l'Agence Nationale pour la Recherche. Je crois nécessaire aujourd'hui d'aller beaucoup plus loin et de refonder le financement de la recherche en France autour du financement sur projets. Et comme un grand changement s'accompagne nécessairement d'un effort financier, je crois que la Recherche doit être avec l'Enseignement supérieur la **première priorité budgétaire de l'État**. Je vous propose pour y parvenir un effort historique : augmenter d'un quart le financement de la recherche

publique, soit 4 milliards d'euros. Ce n'est pas une promesse, c'est une nécessité.

Le premier usage de ces fonds doit être de donner aux jeunes chercheurs des moyens de travailler, des laboratoires bien équipés, de l'assistance technique et administrative. Le deuxième usage doit être de rémunérer enfin les chercheurs à la mesure de leurs compétences, de leur travail et de leur talent. Ce n'est pas une dépense, c'est un investissement. Quand tant de jeunes chercheurs français quittent notre pays pour nourrir le dynamisme de la recherche et de la croissance outre-Manche ou Outre-Atlantique, notre pays paye très cher la disette budgétaire qui l'a mis en état de ne pas reconnaître dignement leurs efforts.

Ce défi ne s'adresse pas seulement à l'État. Le monde français de l'entreprise doit aussi accomplir sa révolution culturelle. Dans tous les pays du monde, ou presque, les entreprises reconnaissent le doctorat et la formation par la recherche comme un atout professionnel. C'est un gage de rigueur, de créativité, de capacité à conduire un projet dans la durée. C'est aussi un gage d'attachement indéfectible à l'innovation, or l'innovation est pour une société d'un pays riche, aux coûts élevés, la seule garantie durable de compétitivité et de croissance.

La France fait exception à cet état d'esprit. Les entreprises recrutent très peu de docteurs : moins d'un sur cinq y travaille un an

après sa thèse. C'est néfaste pour le potentiel d'innovation des entreprises. C'est préjudiciable au financement des écoles doctorales. Cela entretient la coupure entre recherche publique et recherche privée. C'est surtout une perte de débouchés professionnels pour les jeunes docteurs.

Pour changer cela, j'en appelle aux entreprises de notre pays, pour qu'elles changent de perspective, réalisent l'importance et l'efficacité de la formation par la recherche, et valorisent la thèse doctorale dans leurs recrutements. Les entreprises étrangères, elles, l'ont déjà compris. Je ne crois pas que les entreprises ou les universités américaines recrutent nos jeunes diplômés par charité ou compassion. Elles le font parce qu'elles ont compris tout le potentiel que la France a et ne sait pas reconnaître.

Je n'oppose pas la recherche publique et la recherche privée, la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Ce serait une erreur car ce sont les composantes d'un même continuum, celui de l'effort d'innovation d'une nation. Aucune composante ne peut espérer tirer parti de la faiblesse de l'autre : elles se renforcent ensemble ou s'affaiblissent ensemble. J'observe que le MIT à Boston ou l'université de Stanford en Californie collectionnent les prix Nobel tout en obtenant des résultats exceptionnels en matière de valorisation de la recherche et de création d'entreprises innovantes. La qualité de notre recherche fondamentale et l'amélioration des effets d'entraînement de notre effort

de recherche sur notre économie et nos entreprises sont donc pour moi deux priorités indissociables. De ce point de vue, il me semble que nous devons mettre l'accent sur deux ou trois thématiques stratégiques. Je pense à la recherche en santé, Cher Arnold Munnich, car nous n'avons pas le droit de manquer le virage des biotechnologies et que nous devons faire en sorte que les Français soient au rendez-vous des grands espoirs thérapeutiques, qu'il s'agisse des maladies du cerveau et de la lutte contre le fléau du cancer. Je pense aussi au secteur des nanotechnologies et à celui des nouvelles technologies environnementales, en particulier la production d'énergies économes et propres.

Je crois aussi, et je le dis devant les présidentes des universités Paris XI et de Versailles Saint-Quentin, que nous devons revoir de fond en comble le fonctionnement de nos universités. Je le dis parce que je crois profondément à la fertilité et à l'efficacité du rapprochement entre la recherche, l'enseignement supérieur et la formation continue, et que l'université est le creuset naturel de ce rapprochement. Je le dis parce que la France a besoin d'universités fortes, alors qu'elle a des universités entravées. Entravées par une tutelle tatillonne. Entravées par un cadre de gestion étouffant et désuet. Entravées par une gouvernance qui affaiblit les capacités de décision et de pilotage plutôt que de les conforter

Les universités françaises ne peuvent pas recruter leur personnel comme elles le souhaitent, disposer de leurs biens immobiliers, fusionner entre elles, et surtout pas, hérésie suprême, décider de la manière dont elles souhaitent recruter leurs étudiants. Elles ont des conseils d'administration de 60 personnes et des présidents congédiés par principe à la fin de leur mandat, parce qu'il n'est pas renouvelable.

Dans la course avec Stanford, Cambridge ou Harvard, elles courent donc avec les lacets attachés et un sac de pierres sur le dos. Je ne suis pas surpris qu'elles arrivent derrière dans les classements internationaux, quelle que soit la qualité de leurs équipes et de leurs étudiants, et la méthodologie des classements. Je crois qu'il faut donner aux universités qui le souhaitent la possibilité de lutter à armes égales. Il faut leur donner l'autonomie et une gouvernance différente, et les moyens financiers qui vont avec. Accomplir cette mutation sans moyens financiers est impossible. Déverser des moyens financiers sans réformer creuse la dette du pays en pure perte. Si nous réformons l'université, il faudra augmenter de moitié les financements qu'on lui accorde. Cela paraît énorme, mais c'est simplement raisonnable quand on sait que la France dépense moins pour un étudiant que pour un lycéen, deux fois moins que la Suisse et trois fois moins que les Etats-Unis.

Ce réinvestissement massif dans nos universités ne pourra faire l'économie d'un plan ambitieux d'amélioration des conditions de vie et de travail des étudiants bien sûr, mais aussi des enseignants et des chercheurs. Nous n'avons pas de campus universitaires dignes de ce nom, et il faut que cela change. C'est une dimension décisive non seulement de l'attractivité et du rayonnement de nos universités, mais également de la réussite des étudiants. Cela passe par une relance très volontariste de la construction de logements étudiants, par la constitution de bibliothèques universitaires accueillantes, agréables et ouvertes sept jours sur sept, par des équipements sportifs plus nombreux et plus accessibles, par un effort important de rénovation des locaux.

Cette action de relèvement de nos universités est indissociable d'une meilleure régulation des flux d'entrées. Je vous propose d'en finir avec des taux d'échec désespérants, avec le développement des filières sans issue, avec des conditions d'insertion dans l'emploi qui souvent ne sont pas à la hauteur des attentes légitimes de diplômés de l'enseignement supérieur. Les mots orientation et sélection ne me font pas peur. Dans mon esprit, ils ne procèdent pas d'une logique malthusienne qui limiterait l'accès à l'enseignement supérieur. Au contraire, l'un des problèmes de notre pays est de ne pas scolariser assez de jeunes dans l'enseignement supérieur. Songez que notre enseignement supérieur forme relativement moins de jeunes qu'ailleurs, mais qu'en plus il conduit aussi moins d'étudiants aux diplômes et

moins de diplômés à l'emploi. Organisons-nous pour accueillir davantage de jeunes dans l'enseignement supérieur mais cessons de le faire dans n'importe quelles conditions. Donnons leur suffisamment en amont une information précise et fiable sur les chances de réussite et la réalité des débouchés par filière et par établissement. Elargissons les possibilités de réorientation au cours de la première année et dès le premier semestre pour éviter de leur faire perdre inutilement leur temps. Il est temps de sortir de l'hypocrisie d'une sélection opaque qui s'exerce d'abord au détriment de ceux qui n'ont ni les appuis familiaux ni les relations pour s'orienter dans le système.

L'égalité réelle des chances, ce n'est pas seulement plus de transparence et d'accompagnement au cours de la démarche d'orientation, c'est également plus de facilité pour financer ses études. Notre système de bourses doit être plus généreux pour ceux qui en ont besoin, et prendre davantage en compte l'assiduité et le mérite. Il doit aussi être plus lisible et plus simple pour les bénéficiaires. Il en est de même pour l'accès au crédit. C'est pourquoi je propose de développer les prêts à taux zéro et d'offrir la garantie de l'Etat à ceux qui ne pourraient présenter les cautions familiales requises.

Seules des universités réformées et bien financées, remises au centre de l'effort de recherche et réconciliées avec l'excellence, pourront amorcer un rapprochement plus étroit qu'aujourd'hui avec les grandes écoles. Les universités y trouveront un recrutement de choix

pour leurs écoles doctorales et une grande attractivité dans le contexte français. Les grandes écoles y trouveront l'appui d'une recherche fondamentale de haut niveau, et la masse critique qui leur fait défaut pour être plus visibles à l'extérieur.

On a beaucoup parlé de déclin de la France. C'est une appréciation trop simpliste. La France est comme un feu de bois qui s'étouffe petit à petit si l'on n'y prend garde, mais qui cache sous la cendre une formidable énergie. La cendre, c'est le poids des habitudes, des conservatismes et des statuts archaïques, comme celui qui ferme les bibliothèques universitaires le dimanche, comme celui qui fixe le même horaire de cours à tous les enseignants-chercheurs de France sans considération d'âge, de dispositions ou de compétences, comme celui qui interdit aux universités de recruter leur propres étudiants pour occuper un emploi à temps partiel sur leur campus, plutôt que dans un fast-food.

Vous êtes ceux qui peuvent secouer la cendre parce que vous êtes jeunes, parce que vous êtes libres, parce que vous avez les meilleures formations. Vous faites partie de ceux, minoritaires dans notre pays, pour qui la mondialisation est plus une promesse qu'une menace. J'ai voulu vous communiquer aujourd'hui la conscience de l'importance que vous avez pour une France qui doute et qui s'inquiète. Vous êtes au cœur des réformes les plus importantes à mener pour notre pays, parce que l'enseignement supérieur et la

recherche sont la clé de son avenir.. Vous avez tous les atouts en main pour devenir le fer-de-lance de la croissance et de l'innovation dans notre pays. Je vous donnerai les moyens pour faire d'un potentiel une réalité qui étonnera le monde. Ensemble, je vous propose que maintenant nous agissions pour que les grandes découvertes et inventions du siècle qui s'ouvre naissent ici, en France, sur le Plateau de Saclay.

Si vous soutenez cette ambition de changement, si vous en comprenez la nécessité, je peux vous l'assurer, je ne la décevrai pas.